

Retour du FIESS

La transformation sociale est beaucoup plus complexe que la seule prise du pouvoir.

Paul Singer

Secrétaire d'État à l'économie solidaire, Brésil

Il est illogique que les familles qui cultivent les légumes et élèvent le bétail aillent se coucher le ventre creux alors que d'autres s'enrichissent avec leurs produits. L'alimentation est un droit, une nécessité vitale, non une commodité pour le commerce international.

Joan Brady

National Farmers Union, Canada

1 - Un rassemblement de plus de 1000 participant-es issu-es de plus de 40 pays

La première caractéristique que nous retiendrons de ce sommet international de l'économie sociale et solidaire à Montréal est la diversité des intervenant-e-s et des participant-e-s. Diversité géographique, diversité sociologique, diversité économique...

De ce fait, le forum ressemblait à une fourmilière où il était parfois difficile de se situer tant les postures étaient variées.

La question des outils financiers à imaginer, à développer, à essayer a occupé une place importante dans les ateliers et les couloirs du palais de congrès. La liste des initiatives entendues et présentées fut très longue et il fallait choisir en permanence entre la trentaine d'ateliers qui se tenaient simultanément.



Paul Singer à la tribune ©Photo JLP 2011

Ces ateliers alternaient avec des temps en plénière au cours desquels se sont succédés à la tribune les représentant-e-s de plusieurs gouvernements (Brésil, Mali, Espagne, Equateur, ...), de réseau nationaux (Réseau africain de l'économie sociale et solidaire, Réseau marocain de l'économie sociale et solidaire, Réseau européen de recherche EMES Espagne). Et dans le publics des participant-e-s il y avait notamment le CNCRESS France, le RTES, le Conseil de la coopération et de la mutualité Québec...). Les interventions ont permis d'entendre les nombreux partenariats et les spécificités territoriales et surtout de prendre conscience de la volonté de construire un projet commun basé sur les nouveaux modèles à élaborer pour répondre aux projets de sociétés de demain.



Echanges square Victoria ©Photo JLP 2011

2 – De l'indignation aux propositions

Un des temps forts fut la marche vers les Indignés, qui nous a conduit au Square Victoria à deux pas du Palais de congrès. Plusieurs représentant-e-s gouvernementaux puis la Présidente du Chantier (carrefour du mouvement de l'économie sociale depuis 1996) ont pris la parole avec les représentant-e-s des Indigné-e-s qui campaient sur le site afin de rappeler que pour changer les choses il faut savoir entendre les indignations, la formulation des problématiques contestataires et de ces propos construire des projets de changement.



Ximena Ponce Leon, avec les Indignés ©Photo JLP 2011

« L'économie sociale, c'est l'initiative, et on laisse fleurir toutes les initiatives. Souvent, les gens sont indignés, mais ils se sentent impuissants et le seul geste qu'ils peuvent poser c'est de dire : « *on va camper, on va dénoncer* ». Si on veut avoir un autre monde, une économie plus inclusive, il faut le construire. Parce qu'évidemment, ceux qu'on dénonce n'ont aucune idée de comment faire autrement. »

Nancy Neamtan

Présidente directrice générale du Chantier

Et comme le dit la Présidente du Chantier : « Ce sont quelques impressions, mais le vrai bilan on va pouvoir le faire dans un an ou deux. »

3 – La suite de la mission

La délégation aquitaine composée de la Vice Présidente Bérénice Vincent-Delpeyrat, du Chargé de mission ESS du Conseil régional et du directeur du CBE (comité de bassin et d'emploi) du Seignanx porteur du projet du Pôle de coopération sud aquitain, avait aussi pour objectif de rencontrer des représentants de CRE (communauté régionale d'élu-es) signataires d'entente de l'économie sociale. En effet depuis le chantier de l'économie sociale de 2006 et la signature de la charte de l'ESS par le Premier Ministre québécois, plusieurs CRE ont signé avec les représentant-e-s de leur territoire une entente spécifique.

A ce titre nous avons donc échangé avec les représentant-e-s de la CRE Capitale nationale, tout d'abord lors d'un premier rdv institutionnel à Montréal puis en échanges techniques à Québec. Cela nous a permis d'entendre les différents membres de l'entente (représentants du conseil de la coopération, coopérative de service, auberge de l'économie sociale, animateur jeune en charge des programmes de sensibilisation à la coopération...).

L'ensemble démontre la nécessaire coopération pour répondre au mieux aux besoins des acteurs et du territoire mais aussi de pouvoir construire une représentation institutionnelle permanente.



Rencontre avec le conseil de la Coopération et de la mutualité ©Photo JLP 2011